



**PRÉFET
DES CÔTES-
D'ARMOR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la protection des
populations**

ARRÊTE PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

**modifiant l'arrêté préfectoral du 16 août 2011 autorisant la société FERTIVAL SAS à exploiter
une installation classée pour la protection de l'environnement à Quintenic**

Le Préfet des Côtes-d'Armor

- Vu** le règlement (CE) CLP n°1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges ;
- Vu** le code de l'environnement et notamment le livre V titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret n°2014-285 du 3 mars 2014 modifié relatif à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de Monsieur François GUILLOTOU de KERÉVER, préfet des Côtes-d'Armor ;
- Vu** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels dans les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration ;

- Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Georges SALAÜN, secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 16 août 2011, modifié le 5 janvier 2018, autorisant la société FERTIVAL SAS à exploiter lieu-dit « La Vallée » à Quintenic, une fabrique d'engrais, d'amendement et de supports de cultures à base de matières organiques ;
- Vu** la demande déposée le 18 septembre 2024 par la société FERTIVAL SAS à Quintenic relative à l'actualisation des rubriques applicables à l'installation ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 14 novembre 2024 ;
- Vu** l'envoi en recommandé avec accusé de réception des inspecteurs de l'environnement du 26 novembre 2024, réceptionné le 28 novembre 2024, transmettant les rapports et le projet d'arrêté préfectoral à l'exploitant ;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'actualiser la situation administrative de l'installation vis-à-vis des rubriques des nomenclatures ICPE et IOTA applicables ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor,

ARRÊTE

Article 1 - Nature des installations – liste des rubriques de la nomenclature des ICPE et IOTA

La liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature ICPE de l'article 1.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 août 2011 et de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 5 janvier 2018 est modifiée comme suit :

Rubrique	Désignation des installations taille en fonction des critères de la nomenclature ICPE et IOTA	Capacité autorisée	Régime
2170-1	Engrais, amendements et supports de culture (fabrication des) à partir de matières organiques, à l'exclusion des rubriques 2780 et 2781 1. Lorsque la capacité de production est supérieure ou égale à 10 t/j	480 t/jour en pointe 80 000 t/an de produits finis	A*
4718-2-b	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné [...]) La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations [...] étant : 2. b Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t	12,5 t	D*

Rubrique	Désignation des installations taille en fonction des critères de la nomenclature ICPE et IOTA	Capacité autorisée	Régime
2171	Dépôt de fumier, engrais et support de culture renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'exploitation agricole	MP : 3 500 m ³ Produits finis : 19 125 m ³ (225 m ³ en cellule, produits conditionnés en extérieur : 8 370 m ³ , produits conditionnés sous hangar : 10 530 m ³)	D
2910-A-2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse [...]	3 brûleurs à air chaud alimenté au gaz : 2800 kw - groupe électrogène alimenté au fuel : 48 kw Total 2848 kW	D
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Site de 4,13 ha dont 3 ha imperméabilisé Rejet dans le Frémur	D

(*) A (autorisation) ou D (Déclaration)

Article 2 - Autres dispositions

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral du 16 août 2011 et de l'arrêté préfectoral du 5 janvier 2018 demeurent identiques et restent applicables.

Article 3 - Affichage et publication

En vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Quintenic pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Quintenic pendant une durée minimum d'un mois ;
- mise en ligne sur le site internet des services de l'État en Côtes-d'Armor pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour à la décision leur a été notifiée

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage de la décision en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site : www.telerecours.fr.

Dans ce même délai de deux mois, la décision peut également faire l'objet :

- d'un recours gracieux, adressé à Monsieur le préfet des Côtes-d'Armor - Direction Départementale de la Protection des Populations - service PRE - 9 rue du Sabot 22440 Ploufragan
- d'un recours hiérarchique, adressé à Monsieur le ministre de la Transition Écologique, de l'Énergie, du Climat et de la Prévention des Risques - Direction Générale de la Prévention des Risques - Grande Arche de la Défense Paroi Sud - 92055 La Défense cedex.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En application de l'article R. 181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à Monsieur le préfet des Côtes-d'Armor et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

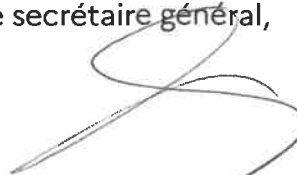
La notification du recours à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Article 5 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor, le maire de Quintenic et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté préfectoral, dont une copie est notifiée à la société FERTIVAL SAS pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives, de gendarmerie ou de police.

Saint-Brieuc, le **16 DEC. 2024**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Georges SALAÜN

